

**CHANGER : NOUVEAUX DEFIS ET NOUVEAUX PARTENARIATS  
POUR LA CROISSANCE EN AFRIQUE**

**DECLARATION CONJOINTE**

**PREAMBULE**

**Les économies d’Afrique font face à un grave défi.** Les succès enregistrés au cours des dix dernières années, qui ont été marquées par une croissance robuste, la stabilité macroéconomique, et une réduction opportune de la pauvreté dans un nombre croissant de pays africains, sont à présent menacés par la crise économique la plus grave en plus de soixante ans. Réunis à Dar es-Salaam les 10 et 11 mars 2009, des responsables de politique économique africains, des partenaires au développement, le secteur privé et la société civile ont exprimé un objectif partagé d’assurer que les gains enregistrés au prix de durs efforts soient préservés et que les conditions pour des progrès dans le future soient rétablies.

Les Ministres et les gouverneurs africains ont mis en avant six éléments essentiels pour un partenariat renforcé entre le FMI et l’Afrique : renforcer la surveillance exercée par le FMI sur les politiques de l’ensemble de ses pays membres, en respectant le principe d’égalité de traitement ; compléter l’arsenal des mécanismes de financement destinés aux pays à faibles revenus et en faciliter l’accès ; consolider le processus d’allègement de la dette en ajustant le cadre d’analyse de viabilité de la dette du FMI pour mieux prendre en compte les besoins de financement des pays africains, et les nouvelles opportunités qui leur sont offertes ; accélérer la réforme de la gouvernance du FMI pour accroître la voix des pays africains et leur représentation à tous les niveaux de l’institution ; renforcer le dialogue de politique économique entre le FMI et ses membres africains, y compris à travers l’assistance technique, afin d’assurer que les politiques économiques des pays africains bénéficient de l’expérience et de l’expertise du FMI ; et renforcer le rôle de catalyseur du FMI pour mobiliser des financements publics et privés pour répondre aux besoins cruciaux de l’Afrique en matière d’infrastructure

\*\*\*

1. **Nous réaffirmons que faire face à la crise financière mondiale requiert des partenariats solides.** Bien que la crise ait ses origines dans les marchés financiers les plus développés, son impact est désormais global, et appelle une réponse globale. Les responsables politiques africains s’engagent à maintenir des politiques économiques saines et à continuer de renforcer la gouvernance économique. Les partenaires au développement doivent accroître leurs efforts pour soutenir l’Afrique, y compris à travers l’aide, les échanges et l’assistance technique. Et le secteur privé, en Afrique et au-delà, doit saisir les opportunités d’investissement qui constituent le principal moteur de la croissance, des créations d’emploi et de la réduction de la pauvreté en Afrique. Pour sa part, le FMI doit à la fois augmenter ses ressources financières et accroître l’efficacité de la surveillance qu’il exerce sur les marchés financiers mondiaux.

## Un financement rapide et adapté

2. **Maintenant plus que jamais, nous devons nous assurer que les besoins de financement de l'Afrique sont pris en compte.** Alors que l'impact de la crise financière mondiale se fait sentir, l'aide concessionnelle sera particulièrement important pour aider les pays à renforcer les filets sociaux et à préserver l'espace budgétaire pour les projets de développement vitaux. Le développement économique durable doit également prendre en compte les besoins en infrastructures considérables, en permettant la mobilisation rapide de financements publics et privés innovateurs. Nous appelons les partenaires au développement de l'Afrique à accroître leur soutien pour aider l'Afrique en ces temps difficiles et à assurer des progrès continus vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

3. **Les membres africains soutiennent les appels du Directeur général à doubler les ressources concessionnelles du FMI et augmenter rapidement l'accès des pays africains au financement du FMI.** Ils se félicitent de la rapidité avec laquelle le FMI a répondu aux demandes de financement de l'Afrique au cours de la crise actuelle. Les mécanismes de financement existants du FMI ont fourni des ressources additionnelles pour l'Afrique. Mais l'Afrique va avoir besoin d'un soutien plus important et plus souple. Les membres africains se réjouissent de la prochaine revue des mécanismes de financement du FMI pour les pays à faibles revenus ; ces mécanismes doivent pouvoir être mis en œuvre suffisamment rapidement et de manière suffisamment flexible pour satisfaire les besoins variés des pays africains, y compris lors du ralentissement mondial. Cela implique l'augmentation des limites d'accès aux instruments de financement existants, devenues de plus en plus contraignantes, et le développement de nouveaux instruments de court terme permettant de renforcer la confiance et de donner un accès rapide à des financements conséquents si les conditions se détériorent. Les membres africains se réjouissent également de la prochaine revue du cadre d'analyse de la viabilité de la dette du FMI, qui devrait viser à favoriser une croissance économique forte et durable en assurant que l'évolution des besoins de financement des membres africains puissent être pris en compte tout en préservant la viabilité de la dette.

## Élargissement et accélération du renforcement des capacités

4. **Nous soulignons l'importance de cadres de politiques économiques et d'institutions solides pour faire face à la crise économique mondiale.** Les deux Centres Régionaux d'Assistance Technique d'Afrique constituent une source de satisfaction pour les pays membre africains, et ils se réjouissent de la décision du FMI d'en ouvrir deux nouveaux, en sus des trois centres existants. L'ouverture de ces nouveaux centres permettra de renforcer l'assistance à l'Afrique, tout en veillant à ce que cette assistance soit fournie en temps utile et en renforçant son appropriation par les pays africains. La croissance économique à long terme de l'Afrique dépend de manière cruciale du renforcement des capacités humaines et institutionnelles à travers l'assistance technique et la formation, notamment au niveau régional. Les membres africains en appellent au FMI pour revoir sa politique de faire payer pour l'assistance technique pour assurer, en cohérence avec sa nature de bien public.

## **Renforcement du dialogue politique**

5 **Nous sommes d'accord sur l'importance d'un dialogue franc et continu entre le FMI et ses membres africains pour améliorer la formulation des conseils de politique économique et leur efficacité.** L'expertise mondiale du FMI et son expérience en matière d'élaboration des politiques économiques doivent s'adapter aux besoins de l'Afrique en matière de conseils économiques. Ces conseils sont particulièrement précieux au moment où les cadres nationaux de politique économique sont formulés; aussi le FMI veillera-t-il à effectuer son travail d'analyse en temps opportun et de manière équilibrée, en prenant en compte les besoins de développement de l'Afrique et les spécificités de chaque pays.

6. Les pays africains, pour leur part, restent déterminés à mettre en œuvre des politiques économiques saines et à créer des institutions solides qui soient compatibles avec leurs objectifs de développement à long terme. Ils appellent le FMI à renforcer davantage son soutien aux efforts d'intégration régionale, qui favorise la croissance en donnant accès à des marchés plus vastes et en réduisant la vulnérabilité aux chocs. Nous sommes d'accord sur l'importance de la présence du FMI sur le terrain pour améliorer la qualité des conseils de politique économique du FMI, et le FMI s'engage à maintenir et, lorsque cela est possible, à renforcer sa présence dans les pays, en consultation avec ses membres africains.

## **Nouveau partenariat**

7. Le FMI et ses membres africains s'engagent en faveur d'un partenariat nouveau et renforcé. En particulier, nous sommes d'accord pour dire que :

- Nous allons travailler ensemble pour atteindre nos objectifs communs : des mécanismes de financement plus rapides et mieux adaptés, une assistance technique plus efficace, et un dialogue plus riche sur les défis de politique économique auxquels l'Afrique fait face et les opportunités qui s'offrent à elle ;
- Nous allons construire sur la base des premières avancées de 2008 pour accroître la voix et la représentation des membres Africains du FMI, dans le but d'assurer qu'un accord soit rapidement trouvé sur les prochaines étapes de ce processus visant à pleinement refléter la diversité de ses membres dans les structures de gouvernance du FMI.
- La mise en œuvre des engagements conjoints entre le FMI et ses membres africains sera revue tous les six mois dans le contexte du Groupe Consultatif Africain.

Dar es-Salaam, le 11 mars 2009